

tre aux chemins de fer d'augmenter le 1^{er} mars leur tarif sur les bidons de crème de 44c. à \$2.75, soit 600 p. 100?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Comme je l'ai maintes fois répété à la Chambre, monsieur l'Orateur, il ne m'appartient pas de permettre ou d'interdire des hausses ou des baisses, si rares soient-elles, du tarif-marchandises. Si le député veut bien me fournir des détails sur le cas particulier qui l'intéresse, je transmettrai ses instances aux chemins de fer.

M. Korchinski: J'ai une question supplémentaire pour le ministre de l'Agriculture. Consentirait-il personnellement ou par l'intermédiaire de la Commission du lait à protester au nom des cultivateurs qui seront sûrement acculés à la faillite du fait d'une hausse aussi importante?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, le ministre des Transports est, je pense, déjà au courant des protestations d'un certain nombre des producteurs de lait intéressés.

LES NÉGOCIATIONS AVEC LES PREMIERS MINISTRES DE L'OUEST AU SUJET DES TARIFS-MARCHANDISES

M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain): Je voudrais poser une question supplémentaire au ministre des Transports. Étant donné qu'il a indiqué à la Chambre au début de cette année que lui-même et ses services étaient actuellement engagés dans des négociations avec les premiers ministres des provinces de l'Ouest du Canada au sujet des tarifs élevés appliqués pour le transport des marchandises, peut-il nous dire maintenant quels progrès ont été enregistrés à propos de cette très importante question?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): J'ai pris position à ce sujet voici deux ou trois jours. Le député était peut-être absent ce jour-là. J'avais indiqué que des progrès assez substantiels avaient été réalisés au cours des conversations. Nous nous efforçons de sérier les diverses marchandises dans le cas desquelles le facteur transport semble grever tout particulièrement le coût du produit. Les fonctionnaires compétents se penchent sur cet aspect de la question afin de déterminer comment on pourrait y remédier. Il se pourrait que nous soyons en mesure de rattacher à ce groupe de produits les marchandises mentionnées par le député.

* * *

LA POLLUTION

LA LUTTE CONTRE L'HYDRARGYRISME DANS LES COURS D'EAU ET LES LACS

M. Thomas S. Barnett (Comox-Alberni): Ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné les témoignages présentés publiquement par des experts la semaine dernière au symposium sur le mercure de la Société royale du Canada, le gouvernement envisage-t-il de réglementer plus sévèrement les émanations de mercure dans l'atmosphère et dans l'eau, et d'intensifier les

recherches sur les moyens d'éliminer les dépôts de mercure des lits des cours d'eau et des lacs du Canada qui sont déjà pollués?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts): Un programme de ce genre est déjà en marche, monsieur l'Orateur.

M. Barnett: Je voudrais poser une question supplémentaire au président du Conseil du Trésor, qui est chargé du Conseil national de recherches. Fait-on appel aux ressources du Conseil sur cette difficile question de l'élimination des dépôts de mercure des cours d'eau et des lacs déjà pollués?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): On utilise les ressources du Conseil national de recherches à cette fin.

* * *

LES PÊCHES

LA CONFÉRENCE SUR LA CONSERVATION DES RESSOURCES MARINES

M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest): Ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Forêts. Son ministre a-t-il pris des initiatives pour convoquer une conférence internationale sur la conservation des ressources marines?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts): Le Conseil des pêches de l'Atlantique-Nord examine chaque année les questions relatives aux pêches, et la Commission internationale se réunira à Halifax en juin.

L'ESPADON—L'AIDE AUX PÊCHEURS LÉSÉS PAR L'INTERDICTION

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Ma question aussi s'adresse au ministre des Pêches et des Forêts. Peut-il nous dire si on a pris une décision au sujet des conséquences de l'interdiction de la pêche à l'espadon et si nous en entendrons parler à l'appel des motions?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et Forêts): Nous avons eu des entretiens avec des représentants de l'industrie et du gouvernement provincial de la Nouvelle-Écosse. Plusieurs propositions ont été faites et nous annoncerons sous peu celles que les deux gouvernements acceptent.

LA FERMETURE IMMINENTE D'UNE USINE DE TERRE-NEUVE

M. John Lundrigan (Gander-Twillingate): Puis-je demander au ministre des Pêches et des Forêts s'il a été mis au courant de la fermeture imminente d'une usine de transformation du poisson dans la province de Terre-Neuve et, si oui, quelles mesures entend-il prendre?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et Forêts): Non, monsieur l'Orateur, je n'en ai pas encore entendu parler.